

ront très prochainement Israël à une conférence de paix qui ne sera pas une conférence internationale. Les États arabes qui y participeront accorderont leur protection aux Palestiniens, et le rythme et l'ordre du jour seront fixés par les Américains. Sans eux rien ne peut se passer, sauf la guerre. Sarid pense qu'en l'absence d'un processus de paix, l'Égypte redeviendra un ennemi actif en un an.

Shamir :

Comme prévisible, le premier ministre est celui qui en fait le moins. Cette semaine il a grommelé quelques mots sur de « nouvelles idées », mais personne ne se fait d'illusions. Au début de la guerre, Shamir parlait de deux dangers parallèles : le danger représenté par l'Irak, et celui représenté par la coalition anti-irakienne. L'un de ses ministres avait dit alors que Shamir s'appêtait à nous faire tous monter au sommet de Massada. Depuis, il n'a apparemment pas changé d'avis.

Ces jours-ci, on l'a surtout vu dormir, par exemple à la commission de la défense et des affaires étrangères. Shamir n'a pas changé, et il fait ses calculs en contemplant son calendrier : 1992 sera une année électorale, en Israël comme aux États-Unis. Il sait qu'il faut tenir pendant dix mois pour arriver à une année de trêve. En attendant, il est possible de dire que la preuve a été faite de l'instabilité des régimes arabes et des dangers représentés par toute concession. Aujourd'hui Israël est fort au Congrès et dans l'opinion publique, il a fait preuve de retenue dans un moment critique: Ce n'est pas le moment de l'embêter.

Nahum BARNEA
Yediot Aharonot, 1er mars 1991.

LA RÉGION A RETROUVÉ SON ÉQUILIBRE

La réaction immédiate et efficace des États-Unis à l'invasion et à l'annexion du Koweït par l'Irak a ramené le Moyen-Orient à son équilibre. Si George Bush ne s'était pas empressé de fournir une aide militaire à l'Arabie saoudite et n'avait pas concentré dans le Golfe une force expéditionnaire capable de vaincre l'armée irakienne, la carte de la région aurait subi des transformations aisément prévisibles : Saddam Hussein aurait attaqué l'Arabie saoudite et s'en serait emparé, il aurait ébranlé le pouvoir du roi Hussein et Israël aurait eu à livrer une guerre inévitable avec des chances de succès limitées.

Le président américain et ses proches conseillers ont réalisé l'imminence du danger révélé par l'invasion du Koweït, et n'ont pas hésité à employer tous les moyens nécessaires pour l'écarter. (...) Les États-Unis avaient tellement fermé les yeux sur la montée en puissance de l'armée irakienne pendant la guerre Iran-Irak qu'ils n'étaient pas conscients de la menace qu'ils ont contribué à faire planer sur tout le Moyen-Orient. Mais ils ont réussi à réparer cette faute à la dernière minute. Israël peut aujourd'hui pousser un soupir de soulagement, ainsi que l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Syrie. (...)

La position actuelle des États-Unis dans notre région rappelle dans une certaine mesure celle qu'y occupait la Grande-Bretagne à la fin de la Première guerre mondiale. Mais il faut aussi noter les différences entre la situation régionale actuelle et celle des années 1918-1920. A l'époque, la dynastie hachémite placée à la tête de sociétés tribales et le nationalisme arabe embryonnaire étaient les seules bases politiques avec lesquelles les Britanniques pouvaient jongler pour façonner un nouvel ordre dans les pays arabes auxquels l'Empire ottoman avait dû renoncer. Alors qu'aujourd'hui, les Américains doivent prendre en compte des États arabes fortement établis, qui ont fait partie de la

coalition anti-irakienne et se sont battus à leurs côtés. Les États-Unis ne sont pas de nos jours dans une position « impériale » comme les Britanniques de l'époque qui n'avaient pour seule limite à leur puissance que la concurrence française. Les Américains ne peuvent pas ne pas faire participer leurs alliés arabes à la conception d'un accord politique destiné à rétablir l'ordre dans la région. (...)

Le Moyen-Orient est destiné à revenir aux lignes générales de son façonnage d'après la Première guerre mondiale. L'argumentation selon laquelle ce façonnage avait alors été fixé arbitrairement par les « colonialistes » est une argumentation sans valeur. Ceux qui ne cessent de l'employer prétendent-ils que les alliés de l'époque auraient mieux fait de laisser l'Empire ottoman et sa pourriture continuer de régner au Moyen-Orient ? De fait, le puzzle moyen-oriental dessiné il y a plus de 70 ans doit perdurer, et tous les États arabes doivent reconnaître l'État d'Israël tel qu'il s'est établi à la suite de la déclaration Balfour, de la résolution de l'Assemblée générale des Nations-Unies en 1947 et de la guerre d'indépendance qui lui a été imposée. Car Israël est une partie intégrante de ce puzzle, et c'est en tant que tel qu'il a droit à la reconnaissance politique. L'Égypte ne doit pas rester le seul État arabe qui ait signé un accord de paix avec lui.

Ceci ne signifie pas que les États arabes doivent accepter que toute la Cisjordanie et la bande de Gaza restent sous administration militaire israélienne. Israël doit comprendre que l'exigence palestinienne de se libérer de cette administration est une exigence fondamentalement juste. On peut toujours prétendre que les Palestiniens sont responsables de l'absence de leur État : ils ont refusé la possibilité d'en obtenir un en 1947, et ont préféré s'en remettre à une victoire militaire arabe. Pendant des dizaines d'années, il a également été possible de prétendre que notre sécurité nécessitait le contrôle des territoires conquis à la Jordanie et à l'Égypte

en 1967. Mais l'Intifada nous a appris qu'il n'y avait aucune raison de penser que les Palestiniens pourraient s'accommoder à long terme d'une annexion rampante.

Nous devons nous débarrasser de cette bosse, et chercher les moyens de garantir qu'Israël vive en paix avec son vaste entourage arabe. Cette paix sera notre garantie de sécurité, de même que Tsahal. La plupart des territoires administrés ne nous servent à rien, et nous n'avons pas à craindre le compromis territorial qui nous permettra de conclure la paix avec nos voisins.

Y. POLES
Haaretz, 1er mars 1991.

LE SERGENT OHANA, RÉSERVISTE A NAPLOUSE

L'Intifada ne s'est pas essouffée après la guerre du Golfe, bien au contraire. La semaine dernière, l'autobus qui assure la liaison entre Kyriat Arba et l'implantation de Atniel a été attaqué sept fois. Des centaines de pierres et de débris métalliques ont été lancés sur le véhicule qui transportait une quinzaine de passagers effrayés, et la courte distance entre les deux colonies était semée de barricades de pierres. L'autobus est maintenant accompagné par trois jeeps militaires (au lieu d'une seule auparavant), mais cette protection ne sert pas à grand-chose car les soldats ne tirent pas sur les lanceurs de pierres, de peur d'en tuer un et d'être traduits en justice devant un tribunal militaire.

Plusieurs dizaines de soldats et d'officiers viennent de signer une pétition appelant à un retrait immédiat de la bande de Gaza. Ce n'est pas la première fois qu'une telle initiative est prise par des réservistes à la fin de leur période de service, et